

Annexe 1 : Barèmes Répit

Répit de jour	Répit 24hrs	Critères/indices d'aide à la décision
40 à 54 \$	100 à 125 \$	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomie aux AVQ/AVD ou avec besoin d'assistance partielle de courte durée. • Communique bien, parvient à se faire comprendre et à comprendre seul ou à l'aide d'outils identifiés • Encadrement et surveillance minimum. • Autonomie dans ses déplacements ou besoin d'aide ponctuel de courte durée • Personne ne présentant pas de trouble du comportement
55 à 69 \$	140 à 170 \$	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance partielle à complète pour certains AVQ/AVD. • Communique et comprend avec aide. • Besoin d'aide partielle pour ses déplacements ou transferts • Personne jugée stable, fonctionnement est connu et les adaptations requises sont identifiées. • Aucun trouble grave du comportement • Trouble du comportement stabilisé et nécessitant des interventions simples, de courte durée et à faible fréquence.
70 à 80 \$	250 à 280 \$	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance partielle à complète pour la majorité des AVQ/AVD. • Difficultés à la communication et à la compréhension • Besoin d'aide complète pour ses déplacements et ses transferts • Trouble du comportement stabilisé et nécessitant des interventions à fréquence élevée (multiples interventions/heure de prestation de service). • Profil d'utilisateur nécessitant une surveillance accrue.

N. B. : Il n'est pas nécessaire d'avoir tous les critères d'une catégorie pour y faire correspondre les besoins d'un usager et les enfants (de 7 ans et moins) en attente de diagnostic peuvent bénéficier de services de répit.

Un maximum de 25 % du prix du répit peut être demandé par l'organisme comme contribution financière de l'utilisateur ou de ses proches.

Répit : moyen pour réduire le stress, l'épuisement et la fatigue supplémentaires occasionnés par les besoins particuliers d'un enfant ou d'un adulte ayant une incapacité. Le répit à domicile peut être financé par l'investissement de 50 M\$ sur 5 ans à condition qu'il soit dispensé par un organisme communautaire compétent.